

Avant-propos de la 6ème édition

Un système financier qui fonctionne bien et une lutte activement menée contre la criminalité financière internationale, telles sont les conditions pour que la place financière suisse soit attractive. Le Groupe d'action financière sur la lutte contre le blanchiment de capitaux (GAFI) atteste que la Suisse est dotée d'un dispositif solide et d'envergure pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Les organes responsables de l'OAR-ASA, les compagnies membres et leurs collaborateurs à tous les niveaux sont conscients de l'importance que revêt la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Un haut degré de sensibilisation ainsi qu'une formation permanente permettent de prendre des mesures préventives et d'édicter des prescriptions décisives et axées sur la pratique.

Le présent commentaire du Règlement OAR-ASA répond à ce besoin. Il se fonde sur la loi sur le blanchiment d'argent (LBA) révisée entrée en vigueur le 1er janvier 2016, ainsi que sur le Règlement OAR-ASA (R OAR-ASA) adapté avec effet au 1er janvier 2020. Ce commentaire ne prétend pas être exhaustif; il veut aider ceux qui ont à l'appliquer à bien interpréter le Règlement OAR-ASA. Ce commentaire est l'œuvre commune des membres du bureau d'experts blanchiment d'argent OAR-ASA.

Au moment de sa rédaction, font partie du bureau d'experts blanchiment d'argent:

Christoph Balmer (Zurich Suisse), directeur

Isabella De Righetti (AXA Winterthur), directrice suppléante

Alex Brun, (La Mobilière)

Gabriele Brun del Re (VERSA)

Barbara Di Santis (Allianz Suisse)

Sarah Neuhaus (Vaudoise)

Jonna Rasmussen (Palladio)

Manuela Rödig (Swiss Life)

Laura Sieber-Rey (Helvetia)

Filiz Ulissi (Generali)

Raphael Vogel (Bâloise)

Katharina Wahl (PAX)

Le comité de l'OAR-ASA tient à remercier ici les membres du bureau d'experts blanchiment d'argent pour l'excellente prestation fournie.

Zurich, en décembre 2019

Markus Hess

Président OAR-ASA